

Arrêté N° 2019_04096_VDM

**SDI 19/064 - ARRÊTÉ PORTANT INTERDICTION D'OCCUPATION DE L'IMMEUBLE SIS 14,
RUE CHATEAUREDON - 13001 MARSEILLE - 201803 B0150**

Nous, Maire de Marseille,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2212-2 et L. 2212-4,
Vu le rapport des services municipaux de la Ville de Marseille en date du 17 octobre 2019 relatif à
la situation de l'immeuble sis 14, rue Châteauredon - 13001 Marseille,

Considérant qu'aux termes de l'article L. 2212-2 du CGCT, « la police municipale a pour objet
d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment [...] 5° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des
secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature,
tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de
rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les
épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de
provoquer l'intervention de l'administration supérieure » ; que l'article L. 2212-4 du CGCT précise
qu' « en cas de danger grave ou imminent, tel que les accidents naturels prévus au 5° de l'article L.
2212-2, le maire prescrit l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances ».

Considérant l'avis des services municipaux suite au rapport du 17 octobre 2019, soulignant les
désordres constatés au sein de l'immeuble sis 14, rue Châteauredon - 13001 Marseille, parcelle
cadastrée n°201803 B0150, concernant particulièrement les pathologies suivantes :

- Désordre structurel (décollement d'enduits, gonflement, maçonnerie partiellement manquante, fissure verticale) affectant la partie inférieure du mur, mitoyen aux numéros 12 et 14 rue Châteauredon - 13001 Marseille, constaté dans l'immeuble sis 14, rue Châteauredon - 13001 Marseille,
- Désordres structurels affectant le plancher haut du local semi-enterré de l'immeuble sis 14, rue Châteauredon - 13001 Marseille,

Considérant que le syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 14, rue Châteauredon - 13001
Marseille est pris en la personne du [REDACTED]

Considérant qu'il y a lieu, dans l'attente de la nomination d'un expert désigné par le Tribunal
administratif, de prendre les mesures immédiates et appropriées afin de garantir la sécurité des
occupants et du public,

Considérant qu'en raison des désordres constatés au sein de l'immeuble sis 14, rue Châteauredon –
13001 Marseille et des risques graves concernant la sécurité du public et des occupants de cet

immeuble, il appartient au Maire, au titre du danger immédiat, de prendre des mesures provisoires et de prescrire l'évacuation des occupants de cet immeuble, ainsi qu'une interdiction d'habiter et d'occuper assortie d'un périmètre de sécurité devant l'immeuble, si nécessaire.

ARRÊTONS

Article 1 Pour des raisons de sécurité liées à un danger grave et imminent, compte tenu des désordres constatés au sein de l'immeuble sis 14, rue Châteauredon - 13001 Marseille, celui-ci doit être immédiatement et entièrement évacué de ses occupants.

Article 2 Les accès à l'immeuble et locaux interdits doivent être immédiatement neutralisés par tous les moyens que jugeront utiles les copropriétaires.
Ceux-ci ne seront réservés qu'aux seuls experts et professionnels chargés de la mise en sécurité.

Article 3 Cet arrêté sera affiché sur la façade de l'immeuble, ainsi qu'en mairie, et notifié au syndicat de copropriétaires pris en la personne du [REDACTED]

Il sera également publié au Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille et transmis au contrôle de légalité.

Article 4 Pour faire appliquer les mesures prévues aux articles du présent arrêté, la Ville de Marseille pourra recourir, en tant que de besoin, au concours de la force publique.

Article 5 L'ampliation de cet arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, à Monsieur le Préfet de Police, à Monsieur le Procureur de la République, à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ainsi qu'au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et au Bataillon des Marins Pompiers.

Article 6 Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Préfet de Région et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de l'accomplissement des formalités de publicité par la Ville de Marseille.

Julien RUAS

Monsieur l'Adjoint délégué au Bataillon de
Marins-Pompiers et à la Prévention et la
Gestion des Risques Urbains

Signé le : 29 novembre 2019